



## Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence BRAU, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

## **Aménagement durable - Exploitation et gestion des services de transport public - Délégation de Service Public - Rapport Annuel du Déléataire relatif à l'exercice 2019 - Examen**

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°M2018-210 en date du 31 mai 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la société TaM, l'exploitation et la gestion des services de transport public par convention de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de 6 ans à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2018.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le délégataire produit chaque année à l'autorité délégante, avant le 1<sup>er</sup> juin, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à un examen.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP des transports publics urbains portant sur l'année 2019 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil de Métropole par délibération du 31 juillet 2020 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux présidée par Mme Michelle CASSAR, en date du 9 décembre 2020 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes présidée par Mr Jean-François AUDRIN, en date du 14 décembre 2020.

Il est désormais proposé au Conseil de prendre acte de l'examen du rapport annuel du délégataire :

### **I) Rappel des principales modalités du contrat**

Le contrat de délégation a pour objet la gestion et l'exploitation des services de transport public de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le délégataire est la SAEML TaM, dont la Métropole est actionnaire majoritaire à 46.02% aux côtés de la Ville de Montpellier (9.11%) et d'autres actionnaires privés. Le capital de la société, inchangé en 2019, s'élève à 4 286 K€.

Dans le cadre de l'avenant n°1 au contrat, l'exploitation du réseau suburbain et de divers services (Amigo, bus du savoir...) a été subdéléguée, après consultation réalisée par TaM, à la société Transdev Mobilité Montpellier Métropole (T3M).

La délégation s'étend du 1<sup>er</sup> juillet 2018 au 30 juin 2024, soit une durée d'exploitation de 6 ans. L'année 2019 porte donc sur la 1<sup>ère</sup> année pleine de la délégation.

### **II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué**

#### **A/ L'activité**

Les kilomètres 2019 s'élèvent à 13.9 millions, soit +2% par rapport à 2018, notamment suite à la mise en place du nouveau réseau de bus en septembre 2019 et malgré les impacts exceptionnels relatifs aux mouvements sociaux (« gilets jaunes » et grèves SNCF).

Parallèlement, avec 50 millions de déplacements, le nombre de validations baisse pour la 2<sup>e</sup> année consécutive (-1.9%). Outre le contexte lié aux mouvements sociaux, s'ajoutent les impacts travaux relatifs aux réseaux, et une baisse de validation des abonnés. Le nombre de voyages redressé des non-validations et de la fraude (d'après enquête fraude réalisée en décembre 2019 par la Métropole) augmente quant à lui de 1.5% pour atteindre 84 millions en 2019. (NB : un déplacement peut faire l'objet d'un ou plusieurs voyages, en cas de correspondance).

	Km	Evol	Déplacements	Evol	Voyages	Evol
<b>Tramway</b>	5 402 238	-0,5%	38 490 517	-3,5%	67 265 478	1,4%
<b>Bus urbain</b>	4 715 092	2,9%	9 338 973	4%	13 458 656	2,6%
<b>Bus suburbain</b>	3 764 161	4,5%	11 836 044	6%	3 151 405	2,9%
<i>Dont TAD</i>	810 598	-6,1%	144309	-8,7%	144 309	-8,7%
<b>Pénétrantes LiO</b>			346 322	-18,4%	489 490	-18%
<b>TOTAL</b>	13 881 491	2%	50 011 855	-1,9%	84 365 029	1,5%

L'offre tramway concerne 39% de l'offre kilométrique mais 77% des déplacements.

Grâce au nouveau réseau mis en place en septembre 2019, la fréquentation du réseau bus urbain s'affiche en hausse de +4%, (34% de l'offre kilométrique pour 18% des déplacements) ; celle du réseau suburbain de 1.2% (4.4% des déplacements).

## **B/ La qualité du service rendu aux usagers :**

### **1. Les effectifs :**

L'effectif de l'activité transport est de 1 043.6 équivalents temps pleins (ETP) de la SAEML TaM, auquel s'ajoutent 3.1 ETP du subdélégataire T3M et 136.18 ETP des sous-traitants. Au total 1 182.88 ETP représentent l'effectif attribué à la DSP Transport.

Les charges communes des directions fonctionnelles de la société TaM sont réparties en frais de siège schématiquement à 92% pour l'activité transport et 8% pour l'activité stationnement, (une fois déduits les montants forfaitaires définis pour les mandats et filiales), selon le contrat de délégation de service public transport.

### **2. Qualité de service :**

La qualité de service est évaluée au travers du suivi des réclamations clients et des incidents.

Sur l'année 2019 11 950 réclamations (hors PV) ont été enregistrées et traitées, soit +4% ; au nombre de 2 812 en 2019, les réclamations pour PV sont en forte baisse (-38%).

La tarification, le service VéloMagg et la ponctualité restent les principaux items.

Après l'amélioration constatée depuis 2015, l'année 2019 voit pour la 2<sup>e</sup> année consécutive une recrudescence des incidents par rapport à 2017 (année la plus faible) marquée notamment par les tensions en lien avec les mouvements sociaux, avec 1116 atteintes et incivilités contre 1 082 en 2018 (+3.1%).

A noter qu'en termes de qualité de service, la Métropole se dotera en 2021 d'un prestataire pour réaliser des mesures de la qualité de service *in situ*, de type « visites client mystère ». Ces mesures porteront sur la propreté, l'identité et l'image du réseau, la relation clientèle, la disponibilité des équipements, l'information aux voyageurs et la sécurité. Elles feront l'objet d'un reporting trimestriel à la Métropole.

## **III) Présentation et analyse du compte rendu financier**

Pour l'année 2019, le résultat s'élève à 215 K€, (en baisse de 48,7% par rapport à 2018 soit -151 K€) ; réparti pour 157 K€ à la SAEML TaM et 58 K€ à T3M.

Les produits s'élèvent à 107 942 K€ dont notamment 56% proviennent du financement de Montpellier Méditerranée Métropole soit 60.5 M€ HT, et 42% de recettes propres de la société TaM.

Les recettes propres se répartissent de la manière suivante :

- Recette liés aux ventes de titres 39.6 M€ (96,7% TaM, 3,3% T3M),
- Produits des amendes 0.9 M€
- Recettes parkings d'échanges 0.9 M€
- Recettes publicitaires 0.3 M€
- Recettes VéloMagg 0.1 M€

Le financement de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 60,5 M€ auquel s'ajoute 1,3 M€ de TVA soit 61,9 M€ TTC :

- Une subvention forfaitaire d'exploitation de 45,3 M€ (33,9 M€ TaM, 11,4 M€ T3M),
- Une subvention de Gros Entretien Réparation (GER) de 2 M€,
- Des compensations scolaires et sociales pour 12,2 M€ HT
- Des services éducatifs et occasionnels pour 1 M€ HT

A cela s'ajoute une subvention d'investissement de 80% des dépenses prévues au programme soit 3,9 M€.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 107 727 K€, en hausse de 1 % par rapport à 2018. Elles se composent pour 52,7 % des frais de personnels (56,8 M€) ; pour 25 % des charges directes transport (26,9 M€) ; 7,8 % des frais généraux et 5% des dotations amortissements et GER.

Le contrat prévoit une politique d'entretien et de renouvellement à hauteur de 15 M€ sur la durée du contrat, avec une clause d'engagement financier intégrant un reversement pour solde à la Métropole, et un subventionnement à hauteur de 80 % par la Métropole. Le programme contractuel prévoyait 5,8 M€ à fin 2019. Le délégataire a réalisé 2,4 M€ de dépenses à fin 2019, principalement sur l'entretien tramway (76 %) mais également sur les parkings P+Tram, sur l'énergie et les systèmes ; soit 41% de réalisation du programme à fin 2019.

Le programme prévisionnel d'investissements fait état de plus de 49 M€ sur la totalité du contrat, 80% subventionnés par la Métropole. A fin 2019 5,4 M€ de biens de retour ont été mis en œuvre, dont 4,1 M€ sur 2019, principalement liés aux travaux d'infrastructures, remplacement d'appareils de voie et d'antennes.

#### **IV) Conclusion et perspectives**

L'année 2019, 1<sup>ère</sup> année pleine de la délégation a vu la mise en œuvre du nouveau réseau urbain et la mise en place de la relation avec le subdélégataire T3M.

Malgré le contexte marqué par les mouvements sociaux et les impacts en termes de travaux, le résultat net de la délégation s'est maintenu en bénéfice.

Une vigilance particulière est aujourd'hui apportée sur l'équilibre économique 2020, dans le contexte de crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19. Par ailleurs, la mise en place de la gratuité le week-end à partir du 5 septembre 2020 pour tous les habitants de Montpellier Méditerranée Métropole est un événement majeur dans l'évolution du service public des transports. Un avenant contractuel est envisagé pour prise en compte de ces différents impacts sur le contrat.

Dans le cadre des perspectives, la phase 2 de la gratuité souhaitée par Montpellier Méditerranée Métropole, pour les seniors et les jeunes est actuellement à l'étude.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- de prendre acte de l'examen du rapport du délégataire de service public relatif aux services de transport public de Montpellier Méditerranée Métropole au titre de l'exercice 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Laurent NISON.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149797-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.